

Le prochain comité du Grand Paris devrait "acter" le financement des transports (Huchon)

Par AFP le 25 septembre 2014

Le comité interministériel sur le Grand Paris, qui se tiendra le 13 octobre à Matignon, devrait "acter" les engagements de l'Etat sur le financement du volet des transports, a annoncé jeudi Jean-Paul Huchon (PS).

Ce comité "devrait acter" les "deux questions qui doivent être résolues", à savoir "l'engagement de l'Etat et les nouvelles ressources régionales" que l'Etat doit donner à l'Ile-de-France pour le financement du projet, a dit le président du Conseil régional en séance plénière, répondant à des questions des groupes UDI et Front de Gauche (tendance Parti de Gauche).

M. Huchon, qui a rencontré Manuel Valls avant l'ouverture de la séance, a assuré aux élus que ce comité était "un bon signal pour l'Ile-de-France": "Le Premier ministre a réaffirmé la volonté de signer un Contrat de plan Etat-Région (CPER) d'ici la fin de l'année".

"Je suis confiant, la négociation s'ouvre sous de bons auspices: on parle de 1.400 millions d'euros pour les transports et de 450 millions d'euros pour les autres item. On est dans les eaux de ce qui était accordé auparavant", s'est réjoui M. Huchon.

Le précédent CPER 2007-2013 portait sur un montant de 2,2 milliards d'euros. Il doit être prolongé d'une année pour couvrir 2014.

Le prochain CPER 2015-2020, qui comprend trois grands chapitres (transports et mobilités, aménagement et développement économique, enseignement supérieur), est la traduction financière des engagements de l'Etat pour sa part de financement du volet transport du "Nouveau Grand Paris". Ce document était attendu depuis juillet 2013 et la signature d'un protocole d'accord politique entre Jean-Marc Ayrault et M. Huchon.

Sur les nouvelles ressources fiscales que l'Etat doit donner à la Région, à hauteur de 150 millions d'euros, "des pistes" devraient être présentées lors du comité.

L'idée d'une taxe régionale de séjour de 2 euros a été abandonnée l'été dernier, pâtissant du rejet du secteur hôtelier d'une autre proposition de hausse globale de la taxe de séjour portée par Anne Hidalgo, la maire PS de Paris. "Pour la Région, la question n'est pas tellement celle de la taxe de séjour que l'obtention de ressources nouvelles", a noté M. Huchon.